

RENTRÉE DES ACTEURS DE LA POLITIQUE DE LA VILLE ET DE LA RÉNOVATION URBAINE

ANNÉE 2010

CENTRE DE RESSOURCES VILLE CARAÏBE



Mercredi 10 janvier 2010

8h à 13h

Ecole Hôtel Batelière AFPA



« Des ressources pour l'action »

Programmation de la matinée

- **Introduction des travaux**
- -Le Président du Centre de ressources

- **PREMIERE PARTIE DE MATINEE**
- **8H30 -9H00 1.Présentation des réformes en cours et législations**
- - Renégociation de la géographie prioritaire/ état des lieux de la politique de la ville en Martinique/ délégués du Préfet/ dispositifs de réussite éducative/ insertion /prévention de la délinquance/ / RGPP/Politique de la ville et rénovation urbaine
- -Directeur du Centre de ressources
- **-Présentation des Délégués du Préfet**
- Echanges entre acteurs

- **9H30- 10H 2.Présentation de l'actualité de la Politique de la ville à la CACEM**
- -Présentation par le responsable de la politique de la ville
- -échanges
- **PAUSE**

Deuxième partie

- **10H15-11H. Présentation de l'évaluation et de l'état des avancées du projet de rénovation urbaine de Fort de France**
- -Présentation de Bruno CARRER Responsable du GIP-GPV de FDF
- -Présentation du projet éco quartier Bon Air et du PDRU
- -Echanges

- **11h à 12h15 . Présentation des programmes d'évaluation des CUCS et de leur actualités**
- 11H 00- 11H30 Mariéle IPHAINE CUCS du Lamentin
- Echanges
- 11H30-12H Jeff LAFONTAINE CUCS de Fort de France
- 12H-12h 15 Echanges

- **12h15 -13h . Présentation d'actualités et Débat sur l'avenir de la Politique de la ville et de la rénovation urbaine en Martinique**
- Échanges

Rappel préliminaire

- La Politique de la ville c'est « *Faire plus pour ceux qui ont le moins* »
- C'est également une méthodologie d'action qui a participé à la modernisation et à la réforme de l'Etat et de l'intervention publique.
- une politique d'exception, expérimentale, multidimensionnelle, innovante et surtout territorialisée!
- Politique publique la plus évaluée et toujours remise en cause jusqu'à aujourd'hui!!!!

Différentes approches en jeu

(R. Eptein)

Une politique procédurale

Définition locale du contenu (nature du problème, buts poursuivis, réalisations)

Coexistence permanente de trois approches

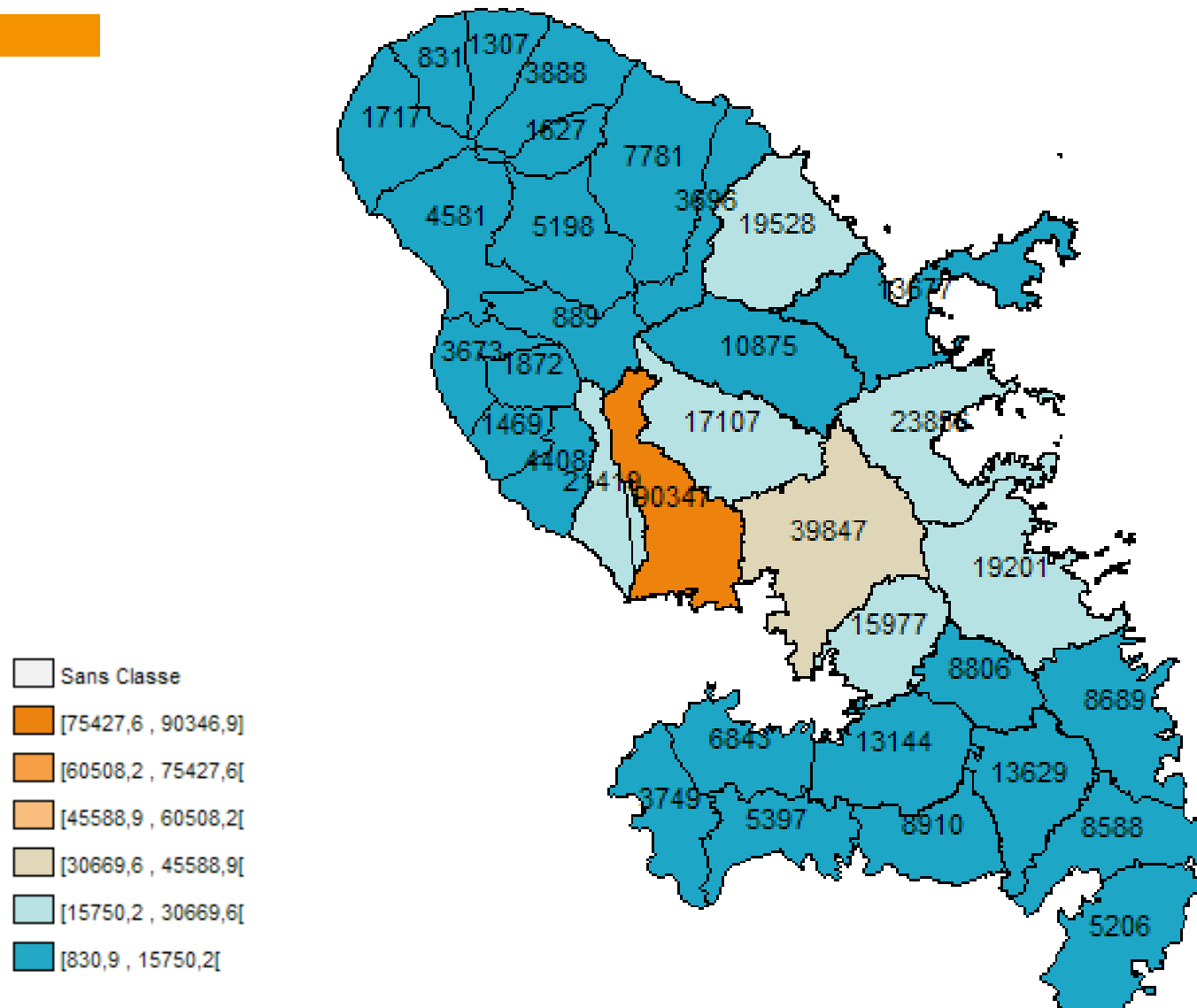
Approche	Enjeu	Objectifs	Réalisations
Républicaine <i>« en finir avec les ghettos »</i>	Quartier = problème (concentration de handicaps)	Réduction des écarts (remise à niveau du stock / dilution par les flux)	Renforcement des services publics <i>et/ou</i> démolition
Communautarienne <i>« vive les quartiers populaires »</i>	Quartier = solution (ressources potentielles)	Reconnaissance & « Empowerment » (renforcement du capital social)	Soutien aux initiatives individuelles et collectives
Réformiste <i>« des laboratoires où s'invente la ville de demain »</i>	Quartier = symptôme (causes à l'échelle de la ville)	Transformation d'un système générateur d'exclusion	Expérimentations intra et inter-institutionnelles

La politique de la ville en Martinique

- En Martinique: « territoires : aménagements spontanés, mangroves urbaines et construction logement social au départ au cœur de ville aujourd'hui »
- Du Contrat de famille –18 DSQ aux 9 contrats de ville et d'objectifs puis
- Aujourd'hui 2 CUCS en 2005 et 24 quartiers prioritaires avec leurs indicateurs
- les RHI-MOUS et le PDRU
- La Réussite Educative (CLAS-CEL-PRE-...)
- L'emploi et insertion professionnelle (PLIE-Mission locale-clause d'insertion, adultes relais...)
- La prévention de la délinquance (CLS, CLSPD, OVV, Adultes relais,...et la réussite éducative!)
- Thématiques plurielles (santé, mobilité, culture, jeunesse...)
- Les échelles d'intervention (individu, quartier, commune, agglomération, Région...tout dépend du projet?)
- Au niveau global: Agencification, appel à projet, territorialisation, mise en concurrence, partenariats, contractualisation, projet, évaluation, décentralisation, négociation, proximité...Bonnes pratiques et gouvernance à distance de l'Etat- des collectivités qui ont liberté de se conformer juridiquement mais financièrement dépendantes

Population de la Martinique et CUCS

insee 2006- logiciel babord Compas



Réformes en cours

- Vers une réorientation de la Politique de la ville:
Objectif de rattrapage des ZUS par rapport moyenne nationale n'est pas atteint!
- Evaluation des CUCS et renégociation PV
- RGPP : vers une DRJSCS
- Application de nouveaux dispositifs en Martinique issus de la Dynamique Espoir Banlieues et des Etats Généraux .

Rapport PV et livret vert - CIV

- Lisibilité et rationalisation de la PV: fin de la logique de zonage strict et suppression des ZUS
- Retenir la commune et non plus le quartier comme échelon d'éligibilité (et pas nécessairement des CUCS) mais critère du chiffre de la population (de 7500 h à 10 000 h?) et d'indicateurs sociaux et urbains objectifs définis
- Mais priorité entre les villes. Critère du potentiel financier
- Prévoir tout de même l'intervention de l'Etat sur les quartiers spécifiquement en difficulté (ex opér d'intérêt national)
- Affirmer le pilotage stratégique et opérationnel fort de la politique de la ville autour du pivot préfet- maire (ou EPCI)
- Aller vers un contrat global et unique et devant coïncider avec le mandat municipal (6ans)

Suite sur réforme de la PV

- ❑ Réaffirmation de l'Etat : régulateur de cohésion nationale
- ❑ Mise en place d'un projet de territoire et de cohésion sociale et territoriale
- ❑ Politique de la ville supplétive du droit commun ! Effet levier !
- ❑ Arbitrage en cours entre Contractualisation globale au niveau de la Commune /et Rester à l'échelle des ZUS (exception des quartiers très exceptionnels)
- ❑ La Sec D'ETAT: est contre le contrat unique et veut qu'on garde le principe du zonage mais simplifié et veut aller vers une diminution de la géographie prioritaire.
- ❑ Quelles conséquences en Martinique? Contrat ou non?
- ❑ Diminution des ZUS ou élargissement des communes éligibles?
- ❑ CIV au printemps vers encore une nouvelle politique de la ville?

Nouveaux dispositifs Politique de la Ville

- **Dynamique Espoir Banlieues** : délégués du préfet, école de la deuxième chance, internat d'excellence, télé protection, classes relais, PRE renforcé, adultes relais renforcés, médiateurs de réussite scolaire, CIV, ...
- **ANRU II** (PNRAQD): Porte Caraïbes entrée de ville Dillon au Port
- LOLF indicateurs, agencification, concurrence, décentralisation (rôle du Maire)
- **RGPP**: DRJSCS (ACSE)/ANAEM ET OFI...Positionnement de la Politique de la ville dans les Directions de l'État local ?.
- **CIOM**: Un haut-fonctionnaire en charge de la cohésion sociale et de la jeunesse sera nommé dans chaque DOM et à Mayotte. Il permettra d'assurer une mise en oeuvre plus efficace de toutes les politiques publiques dédiées à la jeunesse, à la lutte contre l'illettrisme, à l'insertion sociale et à l'égalité des chances.
- Mise en place de **nouvelles contractualisations** et **nouveaux territoires prioritaires** issus de la concertation?

Instances PV au niveau national

Conseil national des villes (CNV)	Comité interministériel des villes (CIV)	Secrétariat général du CIV
Une instance de consultation	Une instance de décision	Une instance de préparation et d'exécution
<p>Le rôle du CNV est renforcé. Il concourt à l'élaboration de la politique de la ville par des avis, des recommandations. Il établit un rapport public annuel.</p> <p>Il est composé d'élus, de représentants des partenaires sociaux et de personnalités qualifiées.</p> <p>Il est présidé par le Premier Ministre.</p>	<p>Le CIV se réunirait une fois par semestre pour « orienter l'action des services de l'Etat, en contrôler l'exécution et en apprécier les résultats ».</p> <p>Il est composé par les membres du gouvernement concernés.</p>	<p>Veille à l'application des décisions et à leur évaluation.</p> <p>« Ses attributions sont centrées autour de trois missions principales :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ La mise en œuvre de l'interministérialité ;▪ L'évaluation de la politique de la ville ;▪ L'exercice de la tutelle de l'Anru, l'Acse, l'Epapca et l'Epide. » <p>(Infofedé, Juin 09)</p>

4 pôles de la DRJSCS

- Dans la région, la **DRJSCS assurera le pilotage et la coordination des politiques sociales, sportives, de jeunesse, de vie associative et d'éducation populaire.**
- La DRJSCS est organisée en 4 pôles de « mise en œuvre des politiques » et 4 services de « stratégie et de moyens » :
- **Les pôles de mise en œuvre des politiques régionales :**
- **Le pôle « sport »** : il regroupe le sport de haut niveau, le soutien et l'animation des politiques sportives régionales et l'action conduite en matière de protection de la santé des sportifs, de prévention et de lutte contre le dopage (en lien avec l'agence française de lutte contre le dopage).
- **Le pôle « jeunesse et politiques éducatives »** : il intègre les politiques de la jeunesse et d'éducation populaire
- **Le pôle « cohésion territoriale, prévention des discriminations et égalité des chances »** : Il intègre les politiques de promotion de l'égalité des chances, les actions sociales de la politique de la ville, la protection et l'insertion des personnes vulnérables.
- **Le pôle « professions et formations »** : il concerne les champs d'intervention des réseaux solidarité (formations sociales et paramédicales), et de la jeunesse et des sports (formations et certifications en matière de jeunesse, d'éducation populaire et de sports).
- **Les pôles de stratégie et des moyens :**
- **Le pôle « Observation contrôle évaluation ingénierie »** : ces fonctions sont associées aux fonctions d'appui au pilotage, d'évaluation, pour répondre à la fois aux besoins internes du futur service mais également pour jouer une fonction d'animation pour les directions départementales.
- **Le pôle « Ressources »** : il couvre l'administration générale en matière de ressources humaines, les systèmes d'information, la logistique, la gestion budgétaire, financière et comptable et la communication.
- **La cellule contrôle de gestion** : elle conduit la démarche de performance
- **La mission développement de la vie associative** : elle conduit la politique régionale d'appui à la vie associative

Pistes de réflexions

- ❑ Crise systémique, nécessité du projet global: interactions avec les dynamiques du développement durable. (Rénovation urbaine et écoquartier- emplois verts, gestions des risques naturels- économie d'énergie-appropriation pop)
- ❑ La question de l'emploi/chômage dans les quartiers prioritaires (clause d'insertion, participation Région aux C, Thématique du CUCS...)
- ❑ Participation de la nouvelle Collectivité aux dispositifs de la PV ou aux nouvelles Contractualisations
- ❑ Des Rénovations de quartiers et du lien social
- ❑ La suppression des zonages sans concertation serait dangereuse et précipitée, sans dispositifs d'accompagnement vers le droit commun
- ❑ Du projet global à l'échelle du quartier: vers une participation « raisonnable » des habitants et Empowerment?
- ❑ Contrat ou non il faut un projet de territoire avec diagnostic partagé et actions, financement et pilotage partenariales.
- ❑ Permettre des Ateliers « regards croisés » par territoires prioritaires?
- ❑ Permettre par arrondissement (4 territoires) de mener une vraie réflexion collective et une mobilisation des acteurs vers l'action collective des acteurs sur la réussite éducative-la prévention de la délinquance-l'insertion et développement économique...?

Prochains travaux collectifs du Centre de ressources en partenariat

PREMIER SEMESTRE

- ❑ Restitution de l'étude sur la médiation sociale
- ❑ Groupe de travail sur l'accompagnement des associations DSU et Séminaire sur les Associations dans le cadre du développement social urbain: quels objectifs, quelles ressources, quels appuis?
- ❑ Séminaire sur la Réussite éducative
- ❑ Formation action sur l'évaluation
- ❑ Semaine Images des quartiers populaires
- ❑ Atelier d'échanges de pratiques sur : Quelle(s) culture(s) des quartier(s) populaire(s)?

Deuxième semestre

- Atelier d'échanges de pratique(s) sur :
Développement d'activités et insertion dans les quartiers prioritaires?
- Echanges de pratiques et synthèse des évaluations des CUCS – perspectives pour les nouvelles contractualisations et territoires prioritaires
- Séminaire Développement durable et Politique de la ville: quelles interactions?

Appels à projet en cours

- 2 CUCS
- Appel à projet 2010 Fondation de France
habitat, développement social et territoires (mars)
- Dynamiques Espoirs Banlieues: Appel à projet Culture dans les quartiers prioritaires (en zone 1:Dillon) (mars)
- Appels à projet générations actives: **un troisième appel à projet est lancé** par le Haut commissaire à la jeunesse.
 - Il comporte un premier axe sur l'**engagement des jeunes** et un deuxième sur la diversification **des choix d'orientation scolaire et professionnelle des jeunes filles.**
 - et aussi appel à projet : livret de compétences (mars)
- Appel à projet Fondation de France: Réussite des collégiens (mars)
- Appel à projet Fondation de France: La pratique physique et sportive pour les adolescentes des territoires urbains et ruraux sensibles (Avril)
- Appel à proposition : LE PROGRAMME: «LES ACTEURS NON ETATIQUES ET LES AUTORITES LOCALES DANS LE DEVELOPPEMENT (Février)
- Appel à projet Ville et biodiversité
- Appel à projet :Semaine du développement durable (mars)

Visitez la rubrique appels à projets du site internet www.villecaraibe.com

Merci pour votre attention !!!





ET POUR DES INFOS ET PRODUCTION COLLECTIVE DU RÉSEAU DES ACTEURS DE LA POLITIQUE DE LA VILLE : VISITEZ À PARTIR D'AUJOURD'HUI LE NOUVEAU SITE INTERNET DU CENTRE DE RESSOURCES

WWW. VILLECARAIBE.COM

RUBRIQUES

ACTUALITÉS- AGENDA: LES NEWS DES ACTEURS

LES APPELS À PROJETS

ANNUAIRE DES ACTEURS ET GLOSSAIRE

PUBLICATION: COMPTES RENDUS , ETUDES, ACTES, REVUE D'ARTICLES DE FOND:

LES CAHIERS DE VILLE CARAÏBE

LE GUIDE MISE A JOUR DES DISPOSITIFS DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

DOCUMENTATION: LES DOCUMENTS DISPONIBLES ÉLECTRONIQUE MAIS AUSSI A

L'EMPRUNT AU CENTRE DE RESSOURCES -

CAPITALISATION: FICHES D'EXPÉRIENCES ET PORTRAITS D'ACTEURS

VISIOTHEQUE: DES VIDÉOS ET PRODUCTIONS VISUELS DIVERSES SUR LES QUARTIERS POPULAIRES



Des ressources pour l'action